

Migrants, mais aussi démocrates

NEUCHÂTEL • *Un colloque plaide pour une citoyenneté plus multiculturelle.*

La citoyenneté ne se résume pas à la couleur du passeport. Ainsi le Forum suisse pour l'étude des migrations et de la population (SFM) a-t-il réfléchi hier à Neuchâtel à une société plus juste et plus participative, dans un contexte suisse pourtant qualifié par la conseillère nationale vaudoise Ada Marra (PS) de «difficile». A l'heure où les forces politiques antiétrangers lient l'exercice des droits civiques à la nationalité rouge à croix blanche, les intervenants de la table ronde organisée hier ont opposé un modèle d'intégration locale fait de tolérance.

Le canton de Neuchâtel, a rappelé son chef du service de la cohésion multiculturelle Thomas Facchinetti, a plusieurs longueurs d'avance en matière d'intégration des populations migrantes. Cela pour une raison historique: en 1848, la toute jeune République a inculqué les valeurs citoyennes à toutes les communautés vivant sur son sol. Deux ans plus tard, les étran-

gers obtenaient le droit de vote au plan communal. Aujourd'hui, cette prérogative est étendue au canton, en plus de l'éligibilité au plan local. La participation des migrants au débat démocratique est aussi une réalité, a souligné Thomas Facchinetti, par l'existence d'une charte de citoyenneté distribuée à chaque nouvel arrivant dans le canton.

Si Ada Marra n'est guère optimiste dans son appréciation de l'intégration des migrants, sa collègue parlementaire fédérale Martine Brunschwig Graf (PLR) s'est montrée plus nuancée. Pour elle, il convient de diversifier la réflexion, tout en concevant la citoyenneté comme un partage des droits et des devoirs. Mario Gattiker, de l'Office fédéral des migrations, a pour sa part le sentiment que la présence des migrants dans le débat démocratique est mieux comprise aujourd'hui, même si les réactions d'intolérance des années 1960 et 1970 subsistent toujours.

Pour Gianni d'Amato, professeur au SFM, la citoyenneté peut se définir comme «le droit d'avoir des droits». «Mais il faut pour cela s'engager dans la vie publique, et respecter les valeurs que l'Etat doit se donner», ajoute-t-il. L'idée d'être acteur dans la société est reprise par Ada Marra et Martine Brunschwig Graf. Pour la Vaudoise cependant, l'intégration ne peut que se vivre au niveau local. «Vous ne pouvez pas établir les mêmes critères pour Renens et Zoug», a-t-elle lancé pour dénoncer les projets de contrats d'intégration de la Confédération.

Les intervenants du colloque du SFM ont tous insisté hier pour que les 1,6 million d'étrangers recensés Suisse participent davantage au débat social. Pour illustrer le propos, Thomas Facchinetti a d'ailleurs rappelé que le vote fédéral sur l'interdiction des minarets, en 2009, avait provoqué dans son canton une réaction de tolérance à l'égard des musulmans. PHILIPPE CHOPARD